

Astrid KAISER-FLABA

Expert-Comptable

Inscrit au Tableau de l'Ordre de Lorraine

...

Commissaire aux Comptes

Inscrit près la Cour d'Appel de Metz

**RAPPORT DU COMMISSAIRE
AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

A l'assemblée générale ordinaire
délibérant sur les comptes
de l'exercice clos le 31 août 2025

INSTITUT NOTRE DAME DE LA PROVIDENCE

Siège social : 22, Place Notre dame

57100 THIONVILLE

N° SIRET : 78004293300017



1, Place du Pont-à-Seille - 57045 METZ CEDEX 01

Tél. 03 87 39 79 40 - Fax 03 87 39 79 49 - E-mail : akaiser@martinpartners.fr

SIRET : 520 643 438 000 10 N° TVA intracommunautaire : FR 48 520 643 438

Membre d'une association agréée : le règlement des honoraires par chèque est accepté.

Mesdames, Messieurs,

I – OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association Institut Notre dame de la Providence relatif à l'exercice clos le 31 août 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II – FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilité du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} septembre 2024 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé , selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

J'ai également procédé à un examen analytique des charges d'exploitation. Les variations les plus significatives ont conduit à des sondages plus approfondis sur les comptes de charges.

J'ai notamment procédé à l'examen des aspects comptables et juridiques relatifs aux subventions de toute nature reçues par l'association. Ainsi, toutes les conventions signées avec les collectivités locales ont été contrôlées.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV – VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V – RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVE AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

VI – RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels.

Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des

événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Metz, le 14 janvier 2026

A. KAISER
Commissaire aux comptes



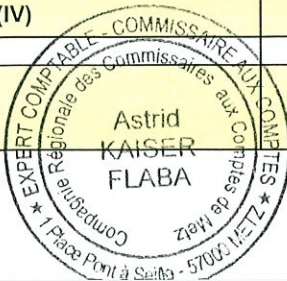
BILAN AU 31 AOUT 2025

	ACTIF	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENT PROVISIONS	VALEUR NETTE (N)	VALEUR NETTE (N-1)
A C T I F M O B I L I S E	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	20 325,84	17 541,05	2 784,79	5 892,85
	- Autres logiciels	20 325,84	17 541,05	2 784,79	5 892,85
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	- Constructions (et leur IAA)	17 011 750,59	6 885 113,82	10 126 636,77	7 237 795,39
	- Installations, mobilier matériel d'activité	6 223 832,58	4 828 477,04	1 395 355,54	1 369 833,39
	- Matériel de transport	-	-	-	-
	- Mobilier & matériel de bureau et informatique	438 111,42	335 111,96	102 999,46	78 591,77
	- Immobilisations en cours	71 445,68		71 445,68	3 287 001,34
		23 745 140,27	12 048 702,82	11 696 437,45	11 973 221,89
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
	- Effort construction : titres souscrits	29 507,58		29 507,58	29 507,58
	- Prêts	139 982,00		139 982,00	133 768,00
	- Dépôts et cautionnements	216,23		216,23	216,23
		169 705,81		169 705,81	163 491,81
	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	23 935 171,92 €	12 066 243,87 €	11 868 928,05 €	12 142 606,55 €
A C T I F C I R C U L A N T R E G U L	CREANCES ET COMPTES RATTACHES				
	- Familles et élèves	63 306,11	12 177,47	51 128,64	42 145,47
	- Client factures à établir	-		-	-
	- Personnel et charges social à récup	805,63		805,63	156,13
	- Etat et autres collectivités publiques			-	-
	- Associations	-		-	-
	- Débiteurs divers	220,00		220,00	-
	- Divers produits à recevoir	51 126,00		51 126,00	393 383,74
	- Fournisseurs avances et avoirs à recevoir	1 007,29		1 007,29	1 007,29
		116 465,03	12 177,47	104 287,56	436 692,63
	PLACEMENTS : VAL MOBIL ET AUTRES				
	- Placements	1 370 296,39	-	1 370 296,39	1 463 301,10
	Disponibilités				
	- Banques	52 123,06		52 123,06	164 413,32
	- Caisse	1 664,31		1 664,31	1 247,00
	- Intérêts courus	33 390,00		33 390,00	21 842,00
		87 177,37	-	87 177,37	187 502,32
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	123 536,14	-	123 536,14	83 159,42
	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	1 697 474,93 €	12 177,47 €	1 685 297,46 €	2 170 655,47 €
	CHARGES A REP/PLUS EXERICE (III)				
	TOTAL DE L'ACTIF	25 632 646,85 €	12 078 421,34 €	13 554 225,51 €	14 313 262,02 €



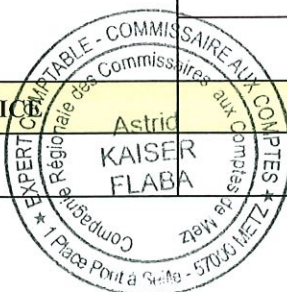
BILAN AU 31 AOUT 2025

	PASSIF	VALEUR (N)	VALEUR (N-1)
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE RESERVES RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS AMORTISSABLES TOTAL FONDS PROPRES (I) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL DES PROVISIONS (II) EMPRUNTS & DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AUTRES DETTES TOTAL DES DETTES (IV) TOTAL DU PASSIF	FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE		
	- Valeur du patrimoine intégré	810 177,61	810 177,61
	- Fond statutaire	-	-
	- Subventions d'investissements renouvelables	-	-
	- Fonds de trésorerie apportés	-	-
	- Libéralités ayant le caractère d'apport	-	-
		810 177,61	810 177,61
	FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
	- Valeur des biens affectés	-	-
	- Valeur des biens non affectés	-	-
	- Libéralités ayant le caractère d'apport	-	-
	- Subventions d'investissements renouvelables	-	-
		-	-
	RESERVES		
	- Réserves statutaires	2 291 181,36	2 291 181,36
	- Réserves d'investissement	1 746 453,17	1 555 833,70
	- Réserve générale d'intervention	4 037 634,53	3 847 015,06
	- Autres réserves		
		4 037 634,53	3 847 015,06
	RESULTAT ET REPORT A NOUVEAU		
	- Report à nouveau	433 152,09	433 152,09
	- Résultat de l'exercice	205 840,93	190 619,47
		638 993,02	623 771,56
	SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS AMORTISSABLES	1 831 123,51	2 005 955,65
	TOTAL FONDS PROPRES (I)	7 317 928,67 €	7 286 919,88 €
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES TOTAL DES PROVISIONS (II)	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
	- Pour risques	-	-
	- Pour charges	692 580,96	676 064,71
		692 580,96 €	676 064,71 €
EMPRUNTS & DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AUTRES DETTES TOTAL DES DETTES (IV) TOTAL DU PASSIF	EMPRUNTS & DETTES AUPRES ETABLISSEMENTS DE CREDIT		
	- Capital emprunté	3 777 261,65	4 540 754,97
	- Intérêts courus	1 902,00	2 312,00
	- Banque	-	-
		3 779 163,65	4 543 066,97
	AUTRES DETTES		
	- Dettes sur immobilisations	89 439,30	290 047,06
	- Fournisseurs et comptes rattachés	872 181,16	704 046,93
	- Familles ou élèves : avances reçues	303 627,79	295 879,24
	- Dettes relatives au personnel	305 730,56	275 587,37
	- Etat et autres collectivités publiques	125 357,05	81 343,21
	- Confédérations, Fédérations, Ass. et Org. Apparentés	-	-
	- Autres dettes	68 216,37	160 306,65
		1 764 552,23	1 807 210,46
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE TOTAL DES DETTES (IV) TOTAL DU PASSIF	PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-	-
	TOTAL DES DETTES (IV)	5 543 715,88 €	6 350 277,43 €
	TOTAL DU PASSIF	13 554 225,51 €	14 313 262,02 €



COMPTE DE FONCTIONNEMENT AU 31 AOUT 2025

	COMPTE DE FONCTIONNEMENT	EXERCICE N	EXERCICE N-1
P R O D	PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
U	PARTICIPATION DES FAMILLES	4 813 883,03	4 574 373,60
I	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT	3 221 745,74	2 985 332,77
T	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	254 386,28	230 722,47
S	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	59 911,19	80 013,50
	REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	383 872,61	806 730,96
	TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	8 733 798,85	8 677 173,30
C H A R G E S	CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
	COUTS DE PERSONNEL	3 399 063,42	3 157 217,85
	AUTRES COUTS		
	- Consommations	1 918 834,02	1 855 323,15
	- Autres charges externes	1 669 625,69	1 936 973,90
	- Autres services extérieurs	506 209,81	509 383,00
	- Autres impôts et taxes	60 777,43	59 400,50
		4 155 446,95	4 361 080,55
	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	4 070,23	2 664,37
	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 130 382,26	1 122 895,90
	TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	8 688 962,86	8 643 858,67
F I N A N	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	44 835,99 €	33 314,63 €
	PRODUITS FINANCIERS	21 119,99	35 732,52
	CHARGES FINANCIERES	34 329,62	39 770,59
	RESULTAT FINANCIER	- 13 209,63 €	- 4 038,07 €
E X C E P	PRODUITS EXEPTIONNELS	176 032,57	164 587,91
	CHARGES EXCEPTIONNELLES		-
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	176 032,57 €	164 587,91 €
	IMPOT SOCIETE	1 818,00	3 245,00
	RESULTAT DE L'EXERCICE	205 840,93 €	190 619,47 €



IDENTIFICATION DE L'ASSOCIATION

INSTITUT NOTRE-DAME DE LA PROVIDENCE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 août 2025, dont le total est de 13 554 225,51 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat 205 840,93 €

L'exercice a une durée de douze mois, recouvrant la période du 1 septembre 2024 au 31 août 2025.

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 20 Novembre 2025 par le conseil d'administration.



ELEMENTS DE L'ANNEXE A FOURNIR PAR L'ASSOCIATION

ANNEXE - ELEMENT 1

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Exercice clos le 31/08/2025

les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC et aux dispositions du plan comptable du secteur de l'enseignement.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

☞ **Continuité de l'exploitation**

La continuité de l'exploitation est assurée.

☞ **Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre**

La permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre a été respectée.

☞ **Indépendance des exercices**

Le compte de fonctionnement indique les produits et charges sur exercices antérieurs.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat) et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions	5 à 40 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	5 ans
- Matériel et mobilier d'enseignement	3 à 10 ans
- Matériel et mobilier restauration	5 à 10 ans
- Matériel et mobilier d'informatique	5 à 10 ans

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

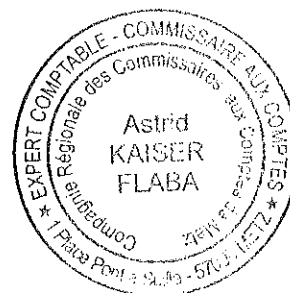
Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Engagement en matière de retraite

Le montant des droits qui seraient acquis par les salariés pour l'indemnités de départ à la retraite, en tenant compte d'un pourcentage de probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite, s'élève à 249 261 €.

Ce montant est entièrement comptabilisé en provision pour risque et charges.



Précisions

Conformément aux règlements CRC N°2002-10 du 12/12/2002 et CRC N°2004-06 du 23/11/2004, les établissements d'enseignement catholique doivent appliquer, à compter du 1 septembre 2005, les nouvelles règles comptables relatives à l'amortissement par composants des actifs immobilisés.

Dans le cadre de l'établissement des comptes annuels de l'Institut Notre Dame de la Providence au 31/08/2025, la méthode prospective a été retenue.

La méthode des amortissements par composants a été appliquée.

Faits caractéristiques de l'exercice**Application du nouveau règlement comptable 2018-06**

Il est à rappeler qu'à compter de l'exercice ouvert 1er septembre 2020, il a été appliqué le nouveau plan comptable conforme au règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au journal officiel du 30 décembre 2018.

Comme l'année précédente l'impact sur le résultat de l'exercice correspond à la quote part de subventions d'investissements virée au compte de résultat pour un montant de 155 623,12 €.

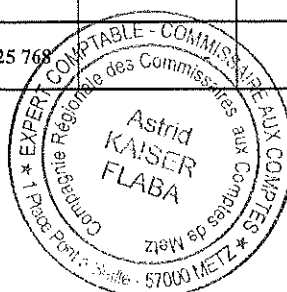
Avant le 1er septembre 2020, ces subventions étaient comptabilisées en fonds propres (comptes 102 pour le montant sans droit de reprise et en compte 103 pour le montant avec droit de reprise) sans affecter le résultat.

Pour mémoire, depuis l'exercice clos au 31 Août 2021 l'ensemble des subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables pour lesquels il n'y a plus de droit de reprise ont été comptabilisés au compte 110 Report à nouveau pour un montant de 433 152,09 €.



ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

IMMOBILISATIONS		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice	Acquisitions et apports	Cessions et mises hors service	Virements poste à poste	Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement TOTAL I					-
	Autres immobilisations incorporelles TOTAL II	20 326				20 326
CORPORELLES	Terrains					-
	Constructions	Sur sol propre				-
		Sur sol d'autrui	2 410 360			2 410 360
		Installations générales, agencements				-
		Aménagement des constructions	11 221 669	3 379 721		14 601 390
	Installations techniques, matériel et outillages liés à l'activité		2 405 629	8 226		2 413 855
	Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. agencement, aménagements divers	3 591 624	218 353		3 809 977
		Matériel de transport				-
		Matériel bureau et informatique	380 884	57 228		438 111
	Immobilisations corporelles en cours		3 287 001	56 026	3 271 581	71 446
	Avances et acomptes					-
	TOTAL III		23 297 168	3 719 554	-	23 745 140
	Immobilisations grévées de droit TOTAL IV		-			-
FINANCIERES	Participations et créances rattachées à des participations		29 508			29 508
	Autres titres immobilisés					-
	Prêts et autres immobilisations financières		133 984	6 214	-	140 198
	TOTAL V		163 492	6 214	-	169 706
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		23 480 985	3 725 768		3 271 581	23 935 172



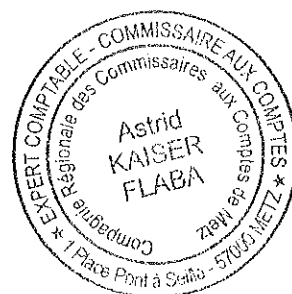
ETAT DES AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements en début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Virements poste à poste	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement TOTAL I					-
	Autres immobilisations incorporelles TOTAL II	14 433	3 108			17 541
CORPORELLES	Constructions	Sur sol propre				-
		Sur sol d'autrui	1 776 710	69 444		1 846 154
		Installations générales, agencements				-
		Aménagement des constructions	4 617 524	421 436	-	5 038 960
	Installations techniques, matériel et outillages liés à l'activité		2 137 713	93 846		2 231 559
	Autres immobilisations corporelles	Inst. Gén. agencements, aménagements divers	2 489 707	107 211		2 596 918
		Matériel de transport				-
		Matériel bureau et informatique	302 292	32 820		335 112
	TOTAL III		11 323 946	724 757	-	12 048 703
	Immobilisations grévées de droit TOTAL IV		-			-
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)		11 338 379	727 865	-	-	12 066 244



TABLEAU DES MOUVEMENTS DES RESERVES ET PROVISIONS
--

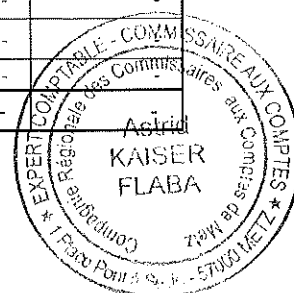
NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminution : reprises de l'exercice	Reprise de provisions non utilisées	Montant à la fin de l'exercice
RESERVES	Réserve statutaire					-
	Réserve générale de gestion					-
	Réserve d'investissement	2 291 181				2 291 181
	Réserve de Trésorerie					-
	Autres réserves	1 555 834	190 619			1 746 453
	TOTAL RESERVES	3 847 015	190 619	-	-	4 037 635
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour litiges					-
	Autres provisions pour risques					-
	Autres provisions pour charges (indemnités de départ en retraite)	253 657		4 396		249 261
	Provisions pour gros entretiens	422 408	400 000	379 088		443 320
	TOTAL	676 065	400 000	383 484	-	692 581
PROVISIONS POUR DEPRECIATIONS	Sur immobilisations :	• Incorporelles				-
		• Corporelles				-
		• Financières				-
	Sur stocks et en cours					-
	Sur comptes familles		10 049	2 517	389	12 177
	Sur valeurs mobilières de placement					-
	Autres provisions pour dépréciation					-
	TOTAL		10 049	2 517	389	12 177
DOTATIONS ET REPRISES	Charges d'exploitation			402 517	383 873	
	Charges financières					
	Charges exceptionnelles			-		



ETAT DES CREANCES ET DETTES

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins 1 an	Échéances à plus 1 an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	-	-	-
Prêts (1)	139 982		139 982
Autres immobilisations financières	29 724	-	29 724
TOTAL I	169 706	-	169 706
Créances de l'actif circulant :			
Familles et élèves créances douteuses ou litigieuses	18 039	18 039	-
Autres créances familles et élèves	45 267	45 267	-
Clients - Factures à établir	-		
Personnel et comptes rattachés	806	806	-
Sécurité Sociale & Autres organismes sociales	-	-	-
Etat et autres collectivités publiques	-		
Associations - Communauté	-	-	-
Débiteurs divers	51 346	51 346	-
Fournisseurs avances, acomptes et avoir à recevoir	1 007	1 007	-
Charges constatées d'avances	123 536	123 536	
TOTAL II	240 001	240 001	-
TOTAL GENERAL (I + II)	409 707	240 001	169 706
(1) Prêts accordés en cours d'exercice	9 919		
Prêts récupérés en cours d'exercice	3 705		

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins 1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)	-	-	-	-
Autres emprunts obligataires (2)	-	-	-	-
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit :				
- à 1 ans au maximum à l'origine			-	-
- à plus de 1 ans à l'origine	3 779 164	3 779 164	-	-
Emprunts et dettes financières divers (2)	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés	89 439	89 439		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	872 181	872 181	-	-
Familles ou élèves : avances reçues	303 628	303 628		
Dettes relatives au personnel	109 022	109 022	-	-
Sécurité Sociale et autres organismes	196 709	196 709		
Etat et autres collectivités publiques	125 357	125 357	-	-
Associations	-	-	-	-
Autres dettes	68 216	68 216	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAL	5 543 716	5 543 716	-	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	763 493			



PRODUITS A RECEVOIR

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Familles ou élèves et comptes rattachés	-
Organismes Sociaux produits à recevoir	-
Etat Département Région Commune (subventions de fonctionnement)	-
Etat autres produits à recevoir	-
Autres créances (subventions sur investissements)	
Disponibilités (Intérêts Livrets et CAT)	33 390
Remboursement formation	-
Divers à recevoir	-
TOTAL	33 390



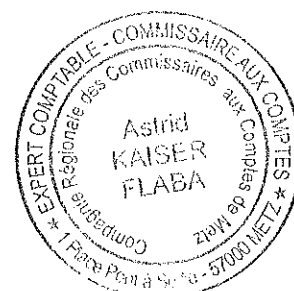
CHARGES A PAYER

MONTANT DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 902
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	302 611
Dettes fiscales et sociales	178 281
Dettes fournisseurs sur immobilisations	
Autres dettes	
TOTAL	482 794



CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

	CHARGES	PRODUITS
Charges / Produits d'exploitation	123 536	
Charges / Produits financiers		-
Charges / Produits exceptionnels	-	-
TOTAL	123 536	-



CREDIT-BAIL

	Logiciels Droits et valeurs similaires	Terrains	Constructions	Matériels et outillages	Autres	TOTAUX
VALEUR D'ORIGINE				934 443		934 443
AMORTISSEMENTS						
Cumul exercice antérieurs				329 105		329 105
Dotation exercice				192 808		192 808
TOTAL	0			521 913		521 913
REDEVANCES PAYEES						
Cumul exercice antérieurs				343 100		343 100
Redevances Exercice				206 349		206 349
TOTAL	0			549 449		549 449
REDEVANCES RESTANT A PAYER						
à 1 an au plus				190 342		190 342
entre 1 et 5 ans				251 714		251 714
à plus de 5 ans						
TOTAL	0			442 056		442 056
VALEUR RESIDUELLE						
à 1 an au plus				1 619		1 619
entre 1 et 5 ans				4 856		4 856
à plus de 5 ans						
TOTAL	0			6 476		6 476
MONTANT PRIS EN CHARGE DANS L'EXERCICE				206 349		206 349



ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements de crédit bail	442 056
Engagements en matière de Droit Individuels à la Formation DIF	
Engagement en matière de retraite	249 261
Autres engagements donnés	-
Emprunts BPL/CE	3 779 164
TOTAL	4 470 481

